Le Hezbollah a été et reste l'objet de débats vigoureux parmi les chercheurs et entre les différents courants de « gauche » au Moyen Orient et à travers le monde. Certains considèrent encore et toujours le mouvement fondamentaliste islamique libanais comme « anti-impérialiste », estimant qu'il représente une variante arabe de la « théologie de la libération » (qui s'est développée en Amérique latine), en visant une plus grande justice sociale et une réaffirmation de l'identité nationale libanaise face à « l'invasion des valeurs étrangères ».

Cette vision, soutenue principalement au Moyen Orient par les mouvements de la gauche traditionnelle issues du stalinisme, et certains issus de courants maoistes ou du nationalisme arabe, a été de plus en plus remis en question au fil des années, et surtout après le début des soulèvements populaires dans la région du Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN). Cet article de Joseph Daher vise à montrer que le Hezbollah est devenu une force contre-révolutionnaire en raison de son opposition à tout changement radical et progressiste au Liban mais aussi au-delà, en particulier en Syrie, en participant à la répression du mouvement populaire syrien aux côtés du régime d'Assad.

Joseph Daher est l'auteur d'un livre qui s'intitule Hezbollah, The Political Economy of the Party of God*, dont la parution est prévue à l'automne 2016 aux éditions Pluto Press.*

Le Hezbollah, une base sociale en mutation

Malgré des racines dans les quartiers des populations chiites pauvres du Liban, le Hezbollah est devenu un parti dont les membres et les cadres reflètent de plus en plus la fraction chiite de la classe moyenne et la bourgeoisie grandissante – en particulier à Beyrouth[1]. Dans la banlieue sud de Beyrouth de nombreux membres des familles les plus riches et la plupart des commerçants ont été intégrés au sein de cette organisation[2], tandis que les activités et les institutions du parti (en particulier ceux qui sont liés au tourisme et aux loisirs) répondent aux besoins et fournissent des services aux chiites de la classe moyenne.

Cette transformation se reflète ainsi dans le profil des cadres du parti, qui ne sont plus composés de religieux (ou « clergé ») provenant généralement des milieux de la classe moyenne inférieure comme ils l'étaient au moment de sa fondation en 1985, mais sont maintenant largement issus d'une classe professionnelle qui détient des diplomes « séculaires » (non religieux) universitaires. Le poids croissant des militants dans les associations professionnelles illustre cette transition[3]. L'ordre des ingénieurs et des architectes, par exemple, a été dominé par le Hezbollah depuis 2008, lorsque le parti a remporté la plupart des votes lors des élections de la corporation[4]. Le Hezbollah estime qu'au moins 1300 ingénieurs étaient adhérents en 2006[5]. Ce nombre élevé d'ingénieurs est notamment lié à la reconstruction du Sud et Dahyeh suite aux différents conflits armés, surtout après la fin de la guerre civile et la guerre de 2006 et le développement de projets immobiliers qui ont suivis.

Au sein de l'association médicale des médecins, le Hezbollah était présent sur la liste victorieuse aux élections de 2013[6]. De même, dans l'association libanaise des dentistes, le vice-président Muhammad Kataya est soutenu par le Hezbollah[7]. En ce qui concerne l'ordre des pharmaciens libanais, qui compte 7.000 membres inscrits[8], un représentant du Hezbollah a manqué de peu de remporter le leadership au cours des élections de 2012 – perdant par seulement 131 voix face à un candidat soutenu par le « Courant du futur »[9]. La seule exception à cette tendance est l'association des avocats, où, malgré un nombre

grandissant d'affiliés et une remise en causecroissante de la direction contrôlée par le mouvement Amal, le Hezbollah n'a pas encore réussi à devenir dominant.

De même, les dirigeants politiques du Hezbollah sont généralement issus de couches instruites et prospères de la communauté chiite. Ainsi, lors des élections nationales de 2009, cinq des dix députés élusavaient accompli un doctorat et au moins quatre autres étaint impliqués dans des entreprises libanaises proéminentes[10]. Le plus ancien député du parti au parlement, Ali Ammar, vient de l'une des familles les plus prospères de Burj Al-Barajneh[11]. Au niveau municipal, nous retrouvons ces caractéristiques, avec des candidats choisis parmi les familles chiites les plus puissantes telles que Al-Khansa, Kazma, Kanj, Kumati, Farhat, Rahhal et Slim[12].

Qu'en est-il des appuis et sympathisants de l'organisation ? Judith Palmer Harik, professeur à l'Université Américaine de Beyrouth (AUB), a examiné la diversité sociale de la base du Hezbollah[13]. Elle a constaté qu'à partir du milieu des années 1990, ses partisans pouvaient être trouvés dans toutes les classes sociales, et non plus largement limitées aux couches pieuses les plus pauvres de la population chiite. Cette tendance à la diversification a continué au cours des années 2000, comme indiqué par les résultats très élevés du parti aux élections législatives de 2009 dans les zones chiites qui ne sont pas traditionnellement les plus pauvres, tels Nabatieh et Jbeil[14]. Dans une interview réalisée pour cett article, Abd Al -Halim Fadlallah, directeur du Centre Consultatif des Etudes et de la Documentation, un centre de recherches affilié au Hezbollah, a également confirmé qu'un grand nombre des jeunes des classes moyennes et supérieures de la population chiite soutiennent (ou ont rejoint) le parti – y compris parmi les élites tribales de la vallée de la Bekaa, traditionnellement opposés à l'organisation[15].

Autre exemple, l'évolution de la base sociale du Hezbollah se traduit aussi par les frais de scolarité très élevés requis pour s'inscrire dans les écoles du réseau al-Mustapha, sous contrôle du dirigeant numéro 2 du parti, Naim Qassem. Selon Catherine Le Thomas, ces écoles visent les enfants des membres la direction, ainsi que les fractions supérieures et classe moyennes de la population chiite. L'école al-Bathoul, une école de filles qui fait partie du réseau al-Mustapha, a des frais annuels de l'ordre de 1 600 $, un montant inabordable pour la majorité des Libanais[16]. C. Le Thomas conclut que « le réseau des écoles Al-Mustapha, qui peut être considéré comme faisant partie de la catégorie supérieure de la classe moyenne des écoles du Hezbollah, fournit un service à la classe chiite riche et propage l'idéologie politique du parti sous la supervision de Naim Qassem »[17]. En outre, d'autres institutions affiliées s'orientent également vers ces couches les plus aisées de la population chiite. L'hôpital Rasul Al-Azam en est un exemple Le site de l'hôpital déclare: « Il est vrai que les soins médicaux est un service de base, mais la direction administrative n'oublie pas de fournir les meilleurs services hôteliers à leurs patients en ayant deux ailes VIP, et deux ailes *Super Suite* »[18].

Ces caractéristiques de l'évolution de la représentation politique et de la base sociale du Hezbollah indiquent que même si l'organisation continue d'attirer le soutien de personnes issues de toutes les couches de la société, ses priorités sont de plus en plus orientés vers les plus hautes strates de celle-ci. Le député Ali Fayyad a reconnu cette tendance en 2010, quand il a fait remarquer que « le Hezbollah n'est plus un petit parti, c'est une société entière. Il est le parti des pauvres, oui, mais en même temps il y a beaucoup d'hommes d'affaires en son sein, nous avons beaucoup de gens riches, certains issus de l'élite »[19]. Le chef de l'organisation, Hassan Nasrallah, a également confirmé – de manière indirecte – cette évolution dans un discours en septembre 2009, en exhortant ses membres à

abandonner l' « amour du luxe », les invitant à croire en Dieu simplement à cause de « la peur de la fin »[20].

D'autre part, une nouvelle fraction de la bourgeoisie liée au parti par le biais des capitaux et investissements iraniens s'est développée, tandis que le reste de la fraction chiite de la bourgeoisie, que ce soit au Liban ou dans la diaspora, est tombé de plus en plus sous son égide – ou du moins se montre plus proche du parti – en raison de ses pouvoirs politiques et financiers. En parralèle à son importance économique croissante et à une intégration dans le système politique, le Hezbollah a d'ailleurs également été lié à des affaires de corruption et diverses pratiques clientélistes.

Son importance économique et politique au Liban en a fait un rival de plus en plus significatif pour la fraction de la bourgeoisie libanaise réunie autour de Hariri et de l'alliance politique du « 14 Mars » (liée, à son tour, aux capitaux des monarchies du Golfe)[21], en particulier après le retrait de la Syrie du pays en 2005. L'opposition politique du Hezbollah aux forces du 14 Mars, forces soutenues par les Etats occidentaux et les monarchies du Golfe, doit être aussi comprise comme des rivalités inter-capitalistes à l'échelle nationale entre deux forces liées à différentes puissances régionales. En dépit de cette concurrence, ces deux blocs inter-capitalistes ont coopéré l'un avec l'autre à plusieurs reprises dans des moments de crises – comme le montrent leurs attitudes similaires envers divers mouvements sociaux et ouvriers, leur orientation favorables aux réformes néolibérales au Liban, et leur rapprochement mutuel au sein du gouvernement après le départ de l'armée syrienne du Liban en 2005.

L'État confessionel et bourgeois

L'opposition radicale initiale du Hezbollah au système politique confessionel et bourgeois libanais a de fait diminuée considérablement après son entrée au parlement et à sa participation au sein du système politique sur des lignes confessionnelles, même si sa critique rhétorique et populiste continue.

D'un refus total de participer au système confessionel, l'organisation a progressivement été intégrée comme l'un de ses principaux acteurs, tout en continuant de déclarer que son objectif initial d'établir un Etat islamique restait son système politique préféré. Cette évolution est liée à divers facteurs : tout d'abord, au changement de leadership politique au sein la République Islamique d'Iran (RII) qui s'est orientée (à la suite du décès du Guide Suprême Khomeini) vers une politique plus pragmatique, cherchant à améliorer ses relations avec les pays occidentaux et les monarchies du Golfe ; ensuite au développement du Hezbollah comme un parti de masse qui n'était plus majoritairement composée de jeunes clercs radicaux ; et, enfin, à la nécessité de protéger son armement et ses intérêts politiques et économiques grandissants dans le pays.

La base, qui comprend de plus en plus des fractions des classes moyennes et bourgeoises chiites, surtout à Beyrouth, n'aspirent pas nécessairement à vivre dans une République islamique suivant le modèle iranien et se trouve satisfaite par une perspective de retour à la paix accompagnée d'une amélioration en termes de représentation politique. Ces évolutions reflètent aussi la nouvelle importance politique et économique de la population chiite au Liban, notamment suite à l'accord de Taëf[22]. De plus, le retrait de l'armée syrienne du Liban en 2005, a contraint le parti à participer à tous les gouvernements libanais depuis lors, renforçant encore son intégration.

A la lumière de ces développements, il est évident que le Hezbollah ne constitue pas et d'aucune manière, cela depuis un certain temps désormais, un défi pour le système confessionel et bourgeois libanais. Au contraire, cette organisation voit le système politique ainsi que tout autre parti politique du systême comme un moyen de protéger ses propres intérêts. Le parti a ainsi cherché à conclure des accords et à coopérer avec le reste des élites libanaises, en dépit de quelques différences politiques, en particulier pendant les périodes de mobilisation sociale accrue.

Nous pouvons constater cela dans les mobilisations populaires de l'été 2015 autour de la campagne « tu pues », qui s'est radicalisée au cours des semaines pour remettre en question l'ensemble du système politique libanais confessionel et bourgeois. Comme à son habitude, le Hezbollah a vu avec suspicion cette nouvelle tentative de remettre en cause ce système de l'extérieur du parlement et, tout comme il n'avait pas participé aux manifestations du début de 2011 appelant à la fin du régime confessionel, il n'a pas mobilisé ses membres en 2015. En outre, le Hezbollah, bien qu'il ait rhétoriquement soutenu ces manifestations, après les avoir initialement accusées d'être contrôlées par des acteurs étrangers, a ensuite affirmé que la lutte contre les takfiristes et l'Etat sioniste étaient devenues les questions centrales. Hassan Nasrallah a fait valoir que le parti avait adopté une « position neutre à l'égard du mouvement parce que nous ne connaissons pas son leadership, son projet et ses objectifs »[23]. Le mouvement fondamentaliste islamique libanais a également soutenu, comme un moyen de résoudre la crise, le dialogue appelé par le Président du Parlement Nabih Berri et l'élection de Michel Aoun, chef du Courant Patriotique Libre (CPL), en tant que Président de la République, des propositions qui maintiennent complètement le cadre politique existant du pays. Le Hezbollah, tout comme les autres partis politiques confessionels et bourgeois du 8 et 14 Mars, voulait en fait coopter le mouvement pour son propre bénéfice politique, pour satisfaire ses intérêts spécifiques, et surtout pour mettre un terme aux mobilisations.

Cette solution « participative » à l'égard de l'État, adoptée par le Hezbollah, reflète à la fois une tentative de modérer les contradictions structurelles du capitalisme libanais[24], ainsi que les rivalités qui existent au sein de la bourgeoisie entre les fractions hégémoniques et non-hégémoniques. Les fractions non hégémoniques de la bourgeoisie libanaise, comme le marxiste libanais Mehdi Amel[25] l'a noté, reflètent:

> « La conscience des couches non hégémoniques de la bourgeoisie dans leur aspiration légitime à occuper des positions hégémoniques occupées par d'autres fractions, ou d'atteindre leur niveau en s'identifiant si possible à elles dans le domaine politique et économique. Cette couche non hégémonique de la bourgeoisie veut la fin de la fraction hégémonique sans supprimer la domination de la classe bourgeoise »[26].

Cette évolution est également liée aux alliés régionaux du Hezbollah, la Syrie (ou du moins le régime d'Assad) et l'Iran, qui voulaient tous deux une intégration du parti au sein de la scène politique libanaise après la fin de la guerre civile libanaise. Dans le même temps, l'appareil militaire du Hezbollah a été subordonné à ses intérêts politiques, orientés en particulier vers le maintien de la stabilité au Liban. Cela a conduit à une collaboration accrue avec les services de sécurité et l'armée libanaises afin d'empêcher un conflit militaire dans le sud du Liban avec Israël, de collaborer dans la lutte contre les groupes salafistes et djihadistes, et finalement de garantir la sécurité de certaines regions et zones composées de populations chiites. Cela ne signifie pas que la composante militaire du

Hezbollah n’a pas joué et ne joue pas un rôle contre les agressions et les menées guerrières d’Israël, mais que l’armement du Hezbollah a été de plus en plus utilisé à d’autres fins, en particulier après la guerre de 2006.

Idéologie

Le Hezbollah croit en l’unité de la communauté et la coopération entre les classes. Comme Khomeini avait l’habitude d’affirmer, les travailleurs ne devraient pas exiger plus que ce qui est accordé par la bourgeoisie et la bourgeoisie a l’obligation d’être charitable envers les pauvres. La lutte des classes est considérée négativement parce qu’elle fragmente la communauté (ou la *Ummah*). L’islamisation de large sections de la population chiite poursuivait cet objectif afin de fragmenter et affaiblir les solidarités entre les différentes communautés confessionelles au Liban, alors que les chiites avant la guerre civile libanaise étaient les plus nombreux dans les partis nationalistes et progressistes, qui étaient à la tête des luttes sociales. Le confessionnalisme a toujours été un outil utilisée par la bourgeoisie au Liban pour empêcher toute mobilisation sociale d’ensemble, et le Hezbollah ne fait pas exception à cela.

Le piètre bilan du Hezbollah sur le terrain des questions sociales et des mobilisations de travailleurs reflète l’évolution des intérêts de classe défendus par le parti, et son opposition à une autonomisation et à un renforcement politique des classes populaires. La possibilité de mobilisations inter-confessionelle et le développement de mouvements sur des bases de classe représentent une menace potentielle pour tous les partis confessionels et bourgeois de la classe dirigeante au Liban, dont le Hezbollah fait maintenant partie. C’est la raison pour laquelle le Hezbollah n’a jamais mobilisé sa base populaire sur la base de revendications purement socio-économiques dans une perspective inter-confessionelle, bien que soutenant rhétoriquement la CGTL et/ou ses revendications sociales.

La réticence du Hezbollah à intervenir et à participer aux luttes ouvrières s’est révélée de manière particulièrement frappante au cours des douze dernières années. Depuis 2004, un accroissement significatif des luttes syndicales et ouvrières a été observé, caractérisé notamment par les appels à la grève générale en 2004 et 2008, le débat tumultueux autour de l’initiative du Ministre Charbel Nahas en 2011 et les mobilisations organisées par le Comité de Coordination Syndicale (CCS). Ces luttes ont signalé les contradictons du Hezbollah, affirmant représenter les couches pauvres et marginalisées de la population chiite, tout en étant engagé dans un processus d’intégration au sein de l’élite politique, symbolisé par ses liens croissants avec la bourgeoisie émergente chiite.

À chaque occasion importante, le Hezbollah a exprimé une préoccupation rhétorique sur des questions telles que la privatisation, les implications d’accords tels que Paris III, et la baisse des salaires réels. Cela alors qu’il resistait et s’opposait fortement à toute tentative de mobiliser sa propre base populaire d’une manière qui soutiendrait réellement des initiatives indépendantes dépassant les clivages confessionels. De manière générale, ces tensions ont été « résolues » par la mise en place de réformes néolibérales, en particulier dans les périodes au cours desquelles le Hezbollah a occupé des postes gouvernementaux.

La lutte contre la détérioration des conditions d’existence du peuple libanais a toujours été subordonnée à la reconnaissance de la légitimité de la structure armée du Hezbollah, et c’est la raison pour laquelle le Hezbollah a appelé Saad Hariri – à plusieurs reprises – à rechercher des collaborations conjointes et une participation à un gouvernement fondé sur

les accords que le parti avait conclus avec son père, Rafiq Hariri. Cela était compris de la manière suivante : le Hezbollah s'occupe de la « résistance » à Israël et Hariri prend en charge les politiques économiques et sociales du pays, chacun n'interférant pas dans les affaires de l'autre[27].

Le Hezbollah, comme nous l'avons vu, en dépit de ses critiques et et de sa rhétorique populiste visant ce qu'il a appelé le « capitalisme sauvage » dans son manifeste de 2009, n'a pas développé d'alternative. Au contraire, il continue de soutenir le capitalisme, le libre marché et les politiques néolibérales. La présence du Hezbollah au sein de tous les gouvernements depuis 2005 a confirmé les politiques antérieures des gouvernements libanais précédents. De cette manière, le Hezbollah est devenu partie intégrante de la bourgeoisie libanaise, où des rivalités existent mais sont surmontés lorsque des révoltes ou mobilisations populaires menacent le système politique établi, confessionel et bourgeois.

En ce qui concerne les femmes, le Hezbollah promeut une vision conservatrice dans laquelle la domination des hommes sur les femmes est la règle et qui attribue des rôles spécifiques aux femmes dans la société, le premier et le plus important étant le rôle de la « maternité », dans le but d'éduquer les générations futures selon des principes islamiques. Les femmes dans le mouvement islamique libanais ne sont pas présentes dans les structures de prise de décision. En aucun cas les structures patriarcales de la société sont contestées par le parti, tandis que les vêtements et le corps des femmes doivent se conformer à des normes particulières afin, selon leurs explications, de préserver leur honneur et celui de leur famille.

Le modèle islamique est le seul chemin juste pour les femmes, sous peine d'être considérées comme étrangères à leur propre société, sinon soupçonnées de relayer l'influence de l'impérialisme culturel occidental. Comme le chercheur Adam Hanieh l'a noté, « les structures conservatrices concernant le rôle des femmes font partie intégrante des objectifs contre-révolutionnaires plus larges »[28].

En dépit des critiques et des condamnations du confessionalisme politique, le Hezbollah est un mouvement qui use d'une propagande confessionelle fait la promotion d'une culture confessionelle « chiite » à travers ses institutions et médias. Le Hezbollah a également de plus en plus utilisé un discours chiite religieux parmi ses membres pour légitimer et justifier son intervention militaire en Syrie.

Hassan Nasrallah, par exemple, a déclaré que le Hezbollah devait intervenir en Syrie, non seulement pour protéger la « résistance », mais aussi pour défendre les villages chiites en envoyant des soldats du Hezbollah à la frontière. Il a également souligné le rôle du Hezbollah dans la protection des symboles religieux chiites comme le mausolée de la petite-fille du prophète Mahomet, le sanctuaire d'al-Sayyida Zaynab à Damas qui « a déjà été ciblé à plusieurs reprises par des groupes terroristes »[29]. Nasrallah a ajouté que cela est une question très sensible, compte tenu du fait que certains groupes extrémistes ont annoncé que si ils atteignaient ce sanctuaire, ils le détruiront. Le sanctuaire est situé dans le quartier al-Sayyida Zaynab à Damas[30].

Des rapports signalent aussi que les soldats du Hezbollah portaient des bandeaux autour de leur têtes avec écrit « O Husayn »[31] (Blanford 2013b). Dans les célébrations de l'Achoura[32] de 2013, des slogans tels que « Hal Min Nâsirîn Yansurunâ? Labbayki ya Zaynab! » (« Y a-t-il quelque'un pour nous défendre ? Nous sommes tous à tes ordres, Zeinab ! »), « Oh Zaynab! Nous sommes tous vos Abbas! »[33], et « Nous jurons par Hassan et Hussein, Zaynab ne sera pas capturé deux fois ! »[34], ont été scandés pour appeler à la

défense du sanctuaire Zaynab qui est protégé par le Hezbollah et d'autres groupes confessionels chiites contre les attaques possibles des groupes armés de l'opposition syrienne à Damas[35].

Il faut également se souvenir que, suite à l'invasion de l'Irak en 2003 menée par l'armée américaine et britannique, le Hezbollah a envoyé des conseillers militaires pour appuyer la formation et les opérations de l'Armée du Mahdi et d'autres groupes islamiques politiques confessionels chiites, sous la direction de la Gardiens de la Révolutions iraniens, connus sous le nom de *Pasdaran* aussi[36]. Ces groupes ont été impliqués dans la lutte contre les forces d'occupation occidentales et des groupes confessionels sunnites irakiens, mais ont aussi attaqué des civils sunnites irakiens et ont été impliqués dans la guerre civile confessionelle entre 2005 et 2008 en Irak[37].

Le Hezbollah et les processus révolutionnaires au Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN)

Tout d'abord, nous devons nous rappeler que le Hezbollah n'avait pas une position radicale en ce qui concerne la région du MOAN avant le début des soulèvements populaires en 2010-2011. Sheikh Naim Qassem a d'ailleurs écrit dans son livre qu'il s'agirait d'une erreur et cela serait faux de lutter contre les régimes autocratiques et despotiques dans le monde arabe. Au contraire, les mouvements populaires devraient lutter pour la libération de la Palestine afin de libérer les régimes arabes et leur peuple[38].

Quelques mois après la guerre contre la bande de Gaza à la fin de l'année 2008 et au début de l'année 2009, lancée par l'armée israélienne, Nasrallah déclarait que le Hezbollah n'avait « pas de conflit ou un problème avec qui que ce soit, le système politique arabe dans tel ou tel pays arabe, qu'il soit démocratique, dictatorial, royal ou dynastique, religieux ou laïc, légal ou illégal… Indépendamment de la description, nous n'interférons pas dans ce genre d'affaires »[39]. En outre, le Hezbollah ne « veut de querelles avec aucun régime… Nous ne voulons de conflit avec aucun régime arabe, nous ne voulons de rivalité avec aucun régime arabe, nous ne voulons évidemment pas entrer en conflit avec aucun régime arabe, ni au niveau sécuritaire, politique ou militaire, ni même dans les médias »[40].

Néanmoins, initiallement, au début de l'année 2011, le Hezbollah a déclaré que les soulèvements populaires dans la région faisaient partie du « projet de résistance » et s'opposaient aux États-Unis et à ses alliés dans la région[41], tandis que Hassan Nasrallah condamnait les accusations et les explications conspirationistes qui prétendaient que les États-Unis se trouvaient derrière ces révolutions.

Le discours officiel du Hezbollah et de ses cadres, concernant les soulèvements régionaux, a ensuite radicalement changé. Les processus révolutionnaires étaient maintenant devenus une conspiration fomentée par les puissances étrangères contre le « projet de la résistance », ciblant l'Iran, la Syrie et le Hezbollah. Le discours de Mars 2011 de Hassan Nasrallah était alors complètement inversé. En 2013, le « Lebanese Communication Group » (LCG), (le bras médiatique du Hezbollah) présentait ses excuses officielles au régime du Bahreïn pour sa couverture médiatique du soulèvement populaire dans le pays depuis trois ans[42], ce qui a néanmoins changé rapidement par la suite notamment avec la montée des tensions politiques entre, d'un côté, l'Arabie Saoudite et les autres monarchies du Golfe, et, de l'autre, l'Iran et le Hezbollah, sachant que le Hezbollah soutenait complètement et avec des moyens importants le régime d'Assad en Syrie.

En outre, au début de l'année 2015, Hassan Nasrallah a salué le retour de l'Égypte dans les arènes arabes et régionales, sous la férule de l'ex-chef des forces armées de l'Egypte et l'actuel président Abdul Fattah Al-Sisi, affirmant l'importance de l'Égypte comme acteur essentiel de la stabilité régionale[43].

En ce qui concerne le Yémen, bien que s'opposant à l'intervention militaire dirigée par l'Arabie Saoudite depuis mars 2015 et aux autres interventions étrangères dans le pays, le Hezbollah est impliqué dans le soutien aux mouvements des Houtis, en dépit de l'alliance de ce dernier avec l'ancien dictateur et ennemi Ali Abdallah Saleh, qui avait déclaré en mars 2011 que les soulèvements arabes étaient seulement des révolutions dans le médias dirigés par les États-Unis à partir d'un bureau à Tel-Aviv[44]. Selon certaines sources, le commandant de l'unité 3800 du Hezbollah Khalil Harb a également été repéré au Yémen en 2012 entrainant des rebelles Houthis et a été accusé de faciliter la circulation de grandes quantités d'argents en leur faveur[45].

Le tournant majeur du Hezbollah, concernant les événements dans la région, fut sans aucun doute le début du soulèvement populaire en Syrie. Le mouvement islamique chiite libanais a été un acteur étranger déterminant, assistant le régime d'Assad aux côtés de la République islamique d'Iran et de la Russie. Le Hezbollah est intervenu militairement aux côtés des forces armées du régime syrien, a apporté un soutien technique et logistique à Damas, et a aidé une partie de la population chiite de la Syrie à développer ses propres milices d'auto-défense[46].

Le Hezbollah a également ouvert des camps d'entraînement dans les zones à l'extérieur de la ville de Baalbek dans la vallée de la Bekaa, près de la frontière syrienne, pour former les jeunes de diverses confessions religieuses, bien que l'essentiel des stagiaires dans ces camps sont chiites, afin de développer des milices d'auto-défense similaires à celles oeuvrant en Syrie[47]. Les combattants du Hezbollah en Syrie sont estimés entre 7000 et 9000, y compris les combattants d'élite, des experts et des réservistes, à des périodes données et en rotation dans et hors du pays, sur des déploiements de trente jours[48].

La prétention du Hezbollah à exprimer sa solidarité avec les opprimés du monde entier est en grande partie basée sur les intérêts politiques propres du Hezbollah, qui sont eux-mêmes étroitement liés à ceux de l'Iran et du régime d'Assad en Syrie. Voilà pourquoi la confrontation militaire entre le Hezbollah et Israël, qui a été au cœur de son identité, a été subordonné aux intérêts politiques du parti et de ses alliés régionaux. L'armement du Hezbollah a été de plus en plus orienté vers des objectifs autres que la lutte militaire contre Israël, selon les contextes et les périodes, y compris des attaques militaires contre d'autres partis politiques à l'intérieur du Liban ou la prévention de tout acteur de résistance autre que le Hezbollah au Sud-Liban.

La défense de l' « axe de la résistance » et de l'appareil armé du parti a été utilisée par le Hezbollah comme un outil de propagande pour justifier la politique et les actions du parti, le dernier exemple étant son intervention militaire en Syrie sous le prétexte de défendre la « résistance » contre le « projet américano-israélien-Takfiri ».

Conclusion : des voix alternatives

Ces éléments nous conduisent à affirmer que le Hezbollah ne construit pas une contre-société ou un projet contre-hégémonique en soi, comme le suggèrent certains issus de

courants de gauche et/ou académiques, mais tentent plus ou moins d'islamiser les couches les plus larges de la population chiite, tout en ne présentant pas une menace d'aucune sorte pour le système politique dominant dans sa propre société, ou même à un niveau plus large.

Le projet du Hezbollah ne constitue pas une alternative fondamentale au système capitaliste et confessionel dominant au Liban et dans la région. Au contraire, il le soutient, comme l'illustre sa défense du système confessionel, des discriminations contre les femmes, mais aussi son absence d'intervention en faveur des travailleurs et des réfugiés palestiniens et syriens.

En outre, la fourniture de services par ses réseaux d'organisations ne diffère pas des autres communautés politiques et confessionelles au Liban, sauf quant à son ampleur et à son efficacité, en favorisant et en promouvant le soutien ou la gestion privée, confessionelle et patronale des risques sociaux[49]. Sur le plan régional, il a participé à la répression, aux côtés du régime Assad, du mouvement populaire révolutionnaire en Syrie, tout en agissant en faveur d'une forme de *statu quo* de l'ordre impérial, dont les représentants souhaitent tous le maintien du régime d'Assad.

Tout projet véritablement contre-hégémonique au Liban exige une rupture avec le système politique confessionel et bourgeois. Or, comme nous l'avons vu, une telle rupture n'est nullement promue par le Hezbollah, pas davantage qu'une rupture avec le système impérialiste, régional et international.

Le rôle du Hezbollah dans les différents processus en cours au Liban et dans la région confirme qu'il ne présente pas un défi fondamental pour le cadre de l'économie politique actuelle du Liban. Au contraire, l'organisation a été progressivement intégrée dans ce système comme une fraction politique liée à la bourgeoisie confessionelle. En ce sens, la première étude réalisée par Mehdi Amel sur le comportement de la bourgeoisie islamique dans les années 1980, peut être à bien des égards vu dans l'évolution du Hezbollah concernant le système politique libanais :

> « L'aspiration des fractions de la bourgeoisie islamique à renforcer leurs positions dans la structure du pouvoir, ou plutôt à modifier la place qu'ils occupent au sein du système politique confessionnel, afin de mieux partager l'hégémonie et de ne pas changer le système… Par sa participation, cela conduira à un renforcement et à une consolidation du système politique confessionnel et non à sa transformation ou à sa suppression. Cette solution ne constitue pas une solution, car elle ne peut conduire qu'à une aggravation de la crise du système »[50].

Voilà pourquoi tout mouvement populaire au Liban aspirant à un changement radical doit remettre en question tous les acteurs du régime libanais confessionel et bourgeois, du Hezbollah au Courant du Futur, ainsi que tous les acteurs régionaux, de la Syrie et de la République islamique d'Iran à l'Arabie Saoudite, le Qatar et la Turquie. En même temps, il est absolument nécessaire pour les mouvements progressistes de saisir la relation intime entre la libération des classes populaires de la région et de la Palestine, et de lutter pour rendre visible cette relation.

La libération de la Palestine et de ses classes populaires est liée de manière étoite à la

libération et à l'émancipation des classes populaires dans la région, contre leurs classes dirigeantes et les divers forces impérialistes et sous-impérialistes agissant dans le cadre régional. Une logique similaire peut être aussi adopté concernant la question de la libération du peuple Kurde dans la région. De même, il faut s'opposer à toutes les tentatives venant des régimes autoritaires et des forces réactionnaires religieuses, de diviser les classes populaires en fonction de leur sexe, de leurs dénominations religieuses, de leurs nationalités, etc., Ces opérations de division ne peuvent qu'empêcher leur libération mais aussi l'émancipation des classes populaires palestiniennes et kurdes.

En termes plus positifs, il faut chercher à construire un grand mouvement liant les questions démocratiques et sociales, s'opposant à toutes les forces impérialistes et sous-impérialistes, tout en favorisant des politiques progressises, une transformation sociale par en bas par la construction de mouvements dans lesquels les individus sont les véritables acteurs de leur émancipation.

Dans une région qui a vu des soulèvements populaires continus depuis 2011, des changements politiques intenses et rapides, il va sans doute être de plus en plus difficile à la direction du mouvement islamique libanais, notamment auprès de sa base populaire, de continuer à proclamer son soutien aux « opprimés du monde entier », tout en demeurant soumis au néolibéralisme libanais et à l'élite politique du pays.

Avril 2016.

Nos contenus sont placés sous la licence Creative Commons (CC BY-NC-ND 3.0 FR). Toute parution peut être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.

références

références

⇧1 En outre en ce qui concerne la grande quantité d'employés du Hezbollah, Gilbert Achcar affirme que «même si certains d'entre eux sont d'origine prolétarienne, le fait de devenir cadres salariés d'une telle organisation signifie une amélioration sociale, constituant une mentalité petite-bourgeoise» (cité dans Samuel Macdonald "The 2006 War in Lebanon: A Marxist Explanation", (Thèse de Master, University of Otago 2012): 31.

⇧2 Abisaab, R. J. and Abisaab, Malek (2014), *The Shi'ites of Lebanon, Modernism, Communism, and Hizbullah's Islamists*, Syracuse, New York: Syracuse University Press, p. 133.

⇧3 Qassir, Qassem (2011), "Qussa "Hizb Allâh" min al-'âm 1982 ila 2011: hakadha âsbah al-lâ'b al-assassî fî al-lubnânî!", *As-Safîr ma'lumât*, No. 94. Accès à : http://www.alorwa.org/content.php?id=300.

⇧4 Bou Dagher, Mansour (2008), "Niqâba al-muhandissîn wa intikhâbât 13 nîssân", *Now Media*. Accès: https://now.mmedia.me/lb/ar/nownewsar/???_????????_??????_13_????.

⇧5 Akhbar (Al-) (2006), " "Jihâd al-Binâ`" tanfarad bil-i'mâr rithmâ tashu al-dawla". Accès : http://www.al-akhbar.com/node/164866.

⇧6 Shibani, Al Hajj Hassan (2013), "al-tajadhâbât al-siyyâssiyya tatajassad fî intikhâbât al-atbâ` wa markaz naqîb amam ma'araka "kassr 'adm"", *Al-Liwa`*, Accès : http://aliwaa.com/Article.aspx?ArticleId=165007.

⇧7 Now Media (2011),"Future Movement, Hezbollah candidate win Dental Association membership", Accès à : https://now.mmedia.me/lb/en/nownews/future_movement_hezbollah_candidate_win_dental_association_membership ; Lebanese Dentist Association (2014), "Board of Directors", accès: http://www.lda.org.lb/board.aspx (accès le 15 Mars 2014).

⇧8 Shark (El-) Online (2012), " "14 adhâr" tuhaqaq fawzâ thamînâ fî intikhâbât niqâba al-siyyâdila: hassuna naqîbâ bi-ziyyâda 131 sawta 'an murashah Hizb Allâh", Accès : http://www.elsharkonline.com/ViewArticle.aspx?ArtID=22032.

⇧9 Hamdan, Adnan (2012), "14 adhar tafuz bi-ri`âssa niqâba al-sayâdila wa 6 a'dâ` li-majlis al-idâra", *As-Safir*, Accès : http://m.assafir.com/content/1353288663921226600/Special.

⇧10 Les cinq députés titulaires d'un doctorat étaient Ali Mekdad, Hassan Fadlallah, Nawaf Musawi, Ali Fayyad et Hussein Hajj Hassan. En termes d'intérêts commerciaux, Nawwar Sahili est membre du conseil de la Syrian Lebanese Commercial Bank, Muhammad Raad et Muhammad Fneiche sont actionnaires du groupe Lebanese Communication Group, affilié au Hezbollah, et Hajj Hassan dirige deux écoles privées à Beyrouth.

⇧11 Karim "Al-intikhâbât al-niyyâbiyya fî al-Janub" in *Al-intikhâbât al-niyyâbiyya 1996 wa azma al-dîmuqrâtiyya fî Lubnân,* ed. al-Markaz al-lubnânî lil-dirâssât Lebanese Center Politicy Studies *(*Beirut : Lebanese Center Politicy Studies, 1998), 211; Ammar a été élu à chaque éléction depuis 1992, à l'exception de 1996. Son oncle Mahmoud était aussi un ancien député entre 1957 à 1992 et proche de l'ancien président libanais Camille Chamoun (Karim "Al-intikhâbât al-niyyâbiyya fî al-Janub, 211).

⇧12 Harb, M. (2010), *Le Hezbollah à Beyrouth (1985-2005), de la banlieue à la ville,* Paris and Beyrouth : Karthala and IFPO, p. 153.

⇧13 Judith Palmer Harik "Between Islam and the System: Popular Support for Lebanon's Hizbullah"*, Journal of conflict resolution*, Vol. 40, No. 1, (1996), p. 55.

⇧14 Les niveaux de pauvreté inférieures et supérieures étaient en 2005 respectivement de 1,05 pour cent et 11,37 pour cent dans la ville de Nabatieh (plus de 95 pour cent de chiites) et de 0,9 pour cent et 2,93 pour cent au Keserwan / Jbeil (composé de 20 pour cent de chiites) (UNDP 2008).

⇧15 Interview avec Abd Al-Halim Fadlallah, Directeur du centre de recherche de développement du Hezbollah, the Consultative Centre for Studies and Documentation (CCSD), Juin 2012, Beyrouth.

⇧16 Catherine Le Thomas, *Les écoles chiites au Liban*, (Paris: Karthala-IFPO 2012), p. 179.

⇧17 C. Le Thomas, *Les écoles chiites au Liban*, *op. cit.,* p. 142-143.

⇧18 Rasul (Al-) al-'Azam (2014), "Aqsâm al-markaz", Accès : http://www.alrasoul-bci.org/categorypage.php?catid=38 (consulté le 30 Avril 2014).

⇧19 Michael J. Hersh “Follow the money”, *The National* Février 4, 2010, accès, Avril 2, 2011, http://www.thenational.ae/news/world/follow-the-money.

⇧20 *Al-Insaniyyah* “Note: a discipline Hezbollah”, Septembre 18, 2009, accès 20, Février 2013, http://al-insaniyyah.blogspot.ch.

⇧21 Le courant du Futur, avec à sa tête Saad Hariri, domine cette alliance avec le Parti Socialiste Progressiste de Walid Joumblatt et quelques composantes de partis chrétiens (Kataeb et Forces Libanaises).

⇧22 L’Accord de Taef a été conclu le 22 octobre, 1989 pour tenter de mettre fin à la guerre civile libanaise. Il est le fruit d’un accord entre l’Arabie Saoudite, les États-Unis et de la Syrie imposé aux députés libanais, a confirmé la position dominante du régime syrien au Liban.

⇧23 Ahed News (Al-) (2015g), “Al-Sayyîd Nasr Allâh: al-sa’ûdîyya tatahamul mas’ûlîyya hâditha mona… mârab tarsam itijâ al-hal fil-îyyaman… wa al-hudûr al-rûssî mû`athir bi-massâr ma’araka sûrîyyâ… wa narhab bihi”, Accès : http://www.alahednews.com.lb/115781/7/?????-???????-????????-?????-???????-?????-???..????-????-?????-????-??-?????..???????-??????-????-?????#.VgpazST3Bsu.

⇧24 Amel, M. (1986), *Fil-Dawla al-Tâ’ifiyya,* Beirut: Dâr al-Farabi, p. 337-338.

⇧25 Mehdi Amel, de son vrai nom Hassan Abdullah Hamdan, dirigeant et penseur important du Parti Communiste Libanais, fut assassiné en 1987, très probablement par le Hezbollah.

⇧26 Amel, M. (1986), *Fil-Dawla al-Tâ’ifiyya,* Beirut: Dâr al-Farabi, p. 339.

⇧27 Muntada al-Ishtirâkî (Al-) (2012), *Tashîh al-ujur wa ist’asa’a al-nizâm al-lubnânî,* p. 4-8.

⇧28 A. Hanieh, *Lineages of Revolt, Issues of Contemporary Capitalism in the Middle East*, Chicago: Haymarket Books, 2013, p. 172.

⇧29 Cité Dans Rida, Nour (2013), “Sayyed Nasrallah: Hizbullah Not Responsible For Drone, Political Settlement Only Solution in Syria”, *Al-Ahed News*, Accès : http://www.english.alahednews.com.lb/essaydetails.php?eid=22984&cid=445#.VHbqNt7A1ss, (consulté le 20 Décembre 2012).

⇧30 Nashashibi, Sharif (2014), “Hizbollah’s advances in Syria expose its fragilties in Lebanon”, *The National*, Accès : http://www.thenational.ae/thenationalconversation/comment/hizbollahs-advances-in-syria-expose-its-frailties-in-lebanon#full.

⇧31 Les croyant-e-s chiites dans leur majorité considèrent Hussein (le plus jeune fils d’Ali de son mariage avec Fatima, la fille du Prophète Mohammad, et le troisième imam chiite), qui a été tué à la bataille de Karbala en 680, comme un martyr.

⇧32 La fête shiite d’Ashoura’ commémore le martyr de Hussein, petit-fils du prophète Mahomet, lors d’une bataille près de Karbala en l’an 680.

⇧33 Abbas était le demi-frère d’Hussein et son fidèle lieutenant – également tué durant la bataille de Karbala en l’an 680.

⇧34 Référence a la mosquée Sayyidah Zeynab a Damas, sépulture supposée de Zeynab, la petite-fille du prophète Mahomet, considérée comme un lieu saint dans la tradition shiite.

⇧35 Boumet Beirut (2013) “Gendered Ashura’ in Dahieh”, Accès : http://boumet-beirut.tumblr.com/post/66206697272/gendered-ashouraa-in-dahieh#_ftn9, (consulté le 6 Novembre 2013).

⇧36 Orléans, Alexander (2014), “Echoes of Syria: Hezbollah reemerges in Iraq”, *Institute for the Study of War Updates.* Accès : http://iswiraq.blogspot.ch/2014/08/echoes-of-syria-hezbollah-reemerges-in.html.

⇧37 Blanford, N. (2011), *Warriors of God: Inside Hezbollah’s Thirty-Year Struggle Against Israel,* New York: Random House, 357; Deghanpisheh, B. (2014), “Special Report: The fighters of Iraq who answer to Iran”, *Reuters*, Accès : http://www.reuters.com/article/2014/11/12/us-mideast-crisis-militias-specialreport-idUSKCN0IW0ZA20141112#top.

⇧38 Qassem, Naim (2008), *Hezbollah, la voie, l’expérience, l’avenir,* Beyrouth: Albouraq, p. 332.

⇧39 Hassan Nasrallah speech (April 11 2009), *Sayyed Nasrallah Refutes Egypt Claims, Rejects Enmity with Any Arab State,* Al Ahad news, http://english.alahednews.com.lb/essaydetails.php?eid=8205&cid=450#.Ue0d1xYWl34.

⇧40 Hassan Nasrallah speech (April 11 2009), *Sayyed Nasrallah Refutes Egypt Claims, Rejects Enmity with Any Arab State,* Al Ahad news, http://english.alahednews.com.lb/essaydetails.php?eid=8205&cid=450#.Ue0d1xYWl34.

⇧41 Orient le Jour (2011), “Pour le Hezbollah, les soulèvements dans la région s’inscrivent dans le projet de la résistance”, Accès: http://www.lorientlejour.com/article/691379/Pour_le_Hezbollah%2C_les_soulevements_dans_la_region_s%27inscrivent_dans_le_projet_de_la_resistance.html, (consulté le 2 février 2013).

⇧42 La LCG a présenté ses excuses à la conférence annuelle de l’Union de radiodiffusion des États arabes et a promis d’être plus objective et de chercher à maintenir des normes professionnelles, en promettant de procéder à des évaluations régulières de ses politiques éditoriales pour assurer sa conformité avec les accords internationaux. Ces excuses furent présentées pour permettre à la LCG de continuer à diffuser dans le royaume du Bahrain. La chaîne de télévision en langue arabe, al-Alam, lié à la RII, avait aussi à cette période sensiblement réduit sa couverture précédemment intense du Bahreïn. Après que les excuses de la LCG aient été publiquement connues, le Hezbollah formula néanmoins une clarification, expliquant que la direction du parti n’avait pas été consultée par la délégation de la LCG à la réunion à Tunis, et que la décision de présenter des excuses avait été faite par eux seuls (Al-Hakim, Baltayeb et Dirani 2013). Dans le même temps, le Hezbollah a réitéré son soutien à la lutte du peuple bahreïni. Le directeur général de la chaine de télévision Al-Manar, Abdallah Kassir, ex député du Hezbollah, a démissionné de son poste quelques semaines plus tard et quitté le pays pour l’Iran (Ya Libnan 2013b). Il pourrait s’agir d’une simple confusion à l’intérieur de l’organisation du Hezbollah, bien que les prises de décisions soient généralement très bien planifiées et que la discipline au sein du parti soit forte. Cet épisode s’est déroulé à la même période d’un rapprochement entre le Qatar et le Hezbollah, qui a été confirmé par Hassan Nasrallah dans un discours télévisé en Décembre 2013. Il a déclaré qu’il avait rencontré une délégation du Qatar (Al-Manar 2013b). En outre, une réunion a eu lieu entre Sheikh Naim Qassem et le nouvel ambassadeur du Qatar au Liban quelques semaines plus tard. Les deux parties ont souligné dans une déclaration commune que les solutions politiques dans la région sont la base pour résoudre de manière constructive les divers tensions et problèmes pour l’intérêt des peuples et ils ont également affirmé que la coopération entre les partis politiques au Liban est le remède qui sert ce pays et tous ses citoyens.

⇧43 Mayadeen (Al-) (2015), “Al-Sayyîd Nasr Allâh lil-Mayyâdîn; sârukh “fâteh 110” tirâz qadîm muqârana bimâ numlikuhu al-yawm”, Accès : http://www.almayadeen.net/ar/news/lebanon-nTCX90g_DkKC0aQhATmO3A/?????-???????-????????–?????–????-110–????-????-??????-.

⇧44 Ali Abdallah Saleh a en fait mené six guerres brutales contre les Houthis entre 2004 et 2010, avec l’aide et le soutien du Royaume d’Arabie Saoudite (les combats avaient fait plus de 10 000 morts et plus de 300 000 déplacés. Il avait accusé le mouvement des Houtistes à l’époque d’être asservie à la RII. Saleh était en fait aussi un ancien allié des monarchies du Golfe et les Etats-Unis dans la guerre contre le terrorisme. Voir également : Jazeera (Al-), (2011), “Washington tad’u Salih lil-Istijaba li-Sha’bihi”, accès: <http://www.aljazeera.net/news/arabic/2011/3/2/??????-????-????-?????????-?????>, (accessed 20 June 2013)

⇧45 Orléans, Alexander (2014), “Echoes of Syria: Hezbollah reemerges in Iraq”, *Institute for the Study of War Updates,* Accès : http://iswiraq.blogspot.ch/2014/08/echoes-of-syria-hezbollah-reemerges-in.html.

⇧46 International Crisis Group (ICG) (2014), “Lebanon’s Hizbollah Turns Eastward to Syria”, (pdf.). Accès : http://www.crisisgroup.org/~/media/Files/Middle%20East%20North%20Africa/Iraq%20Syria%20Lebanon/Lebanon/153-lebanon-s-hizbollah-turns-eastward-to-syria.pdf.

⇧47 Monitor (Al-) (2014), “Hizb Allâh: Inshâ` muqâwama dud “al-Dawla al-Islâmiyya”. Accès : http://www.al-monitor.com/pulse/ar/contents/articles/originals/2014/08/hezbollah-resistance-arsal-counter-islamic-state-attacks.html.

⇧48 Alami, Mona (2016), “Meet one of Hezbollah’s teen fighters”, *Al-Monitor*, Accès : http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2016/01/lebanon-hezbollah-teenagers-jihad-syria.html ; Sullivan, Marisa (2014), “Middle East Security Report 19, Hezbollah in Syria”, *Institute for the study of War*, accès: http://www.understandingwar.org/wp-content/uploads/Hezbollah_Sullivan_FINAL.pdf.

⇧49 Alagha, J. and Catusse, M. (2008), “Les services sociaux du Hezbollah”, pp.132-134in Mervin S. (ed.), *Hezbollah, Etat des Lieux,* Paris: Sindbad, Actes Sud and IFPO,pp. 117-140.

⇧50 Amel, M. (1986), Fil-Dawla al-Tâ’ifiyya, Beirut: Dâr al-Farabi, p. 336-337.